

## Médecins Sans Frontières (MSF)

### Recommandations politiques pour le prochain gouvernement du Canada

Mars 2025

#### Introduction

Médecins Sans Frontières (MSF) est l'une des principales organisations humanitaires internationales d'assistance médicale d'urgence. Indépendante, elle intervient dans plus de 70 pays pour répondre aux besoins en matière de santé causés par les conflits et les crises. Nos équipes fournissent des soins médicaux d'urgence primaires et secondaires, des soins de santé sexuelle et reproductive, des soins de santé mentale et des interventions contre la malnutrition dans des situations de crise aiguë. Elles s'efforcent de garantir aux communautés des zones touchées l'accès aux services médicaux essentiels susceptibles de sauver des vies. Nous sommes des témoins de première ligne de l'impact des pires urgences humanitaires dans le monde, et des efforts internationaux qui sont mis de l'avant pour y faire face.

Presque entièrement financée par des fonds privés<sup>1</sup>, MSF fonctionne indépendamment du système institutionnel d'aide internationale. Nous constatons de première main le tragique coût humain que peuvent avoir les échecs de ce système sur la vie des personnes les plus touchées par les urgences. Nous sommes aussi témoins du fardeau inacceptable que représentent la santé et les maladies pour les populations des pays à faible revenu qui n'ont pas accès aux traitements et aux médicaments essentiels. Pourtant, nous savons que des solutions réalisables et pratiques existent pour combler ces lacunes.

Depuis des décennies, le Canada joue également un rôle important pour aider à répondre aux besoins sanitaires et humanitaires à travers le monde. Grâce à sa diplomatie et à sa participation aux institutions multilatérales concernées, le pays a toujours contribué à façonner la structure et la réactivité du système humanitaire international dont le monde dépend pour prévenir les terribles souffrances et les pertes de vies humaines face aux catastrophes, aux épidémies, aux conflits et aux autres crises. Le Canada abrite aussi un secteur de classe mondiale dans le domaine des technologies de la santé et de l'innovation médicale. Ce secteur a la capacité de protéger des vies et de réduire les risques de crises sanitaires mondiales ici et à l'étranger.

Le Canada s'apprête à tenir des élections fédérales à un moment de grands bouleversements à l'échelle internationale. La vie, la sécurité et la dignité de centaines de

---

<sup>1</sup> MSF reçoit actuellement un financement de 12,5 millions de dollars par an dans le cadre d'un accord-programme de quatre ans avec Affaires mondiales Canada. Cependant, le financement public institutionnel (FPI), ou financement gouvernemental, n'a [représenté que 1 % du financement mondial de MSF en 2023](#), le financement du gouvernement canadien ne représentant que 0,06 % du total. En fait, le Canada est l'un des trois seuls gouvernements dans le monde dont MSF acceptera le financement, afin de maintenir sa neutralité, son impartialité et son indépendance. Les deux autres sont la Suisse et le Japon.

millions de personnes sont menacées non seulement en raison de leur exposition aux conflits et aux catastrophes, mais également de leur exclusion délibérée en matière d'accès aux soins de santé. Dans ce contexte, les décisions des responsables politiques canadiens auront un impact sur la vie des Canadiens et des Canadiennes, mais aussi sur celle des communautés du monde entier.

C'est pourquoi MSF appelle les principaux partis politiques canadiens à considérer les priorités urgentes décrites ci-dessous lors de l'élaboration de leurs positions et plateformes politiques pour les prochaines élections. Nous les enjoignons également à prendre les mesures nécessaires pour approfondir la politique étrangère du Canada, sa politique d'aide internationale et ses politiques d'innovation en matière de santé. Ce faisant, ces partis permettront au prochain gouvernement du Canada de mieux répondre aux besoins les plus urgents en matière de santé mondiale et d'aide humanitaire auxquels sont confrontés les Canadiennes, les Canadiens et le monde dans lequel ils et elles vivent aujourd'hui.

## **1 : La réponse humanitaire du Canada aux crises et aux conflits internationaux**

Le monde connaît actuellement un nombre alarmant de situations d'urgence aiguës et déstabilisantes à l'échelle mondiale, comme des conflits, des déplacements massifs, la malnutrition et des épidémies. Les Nations Unies (ONU) estiment qu'en 2025, plus de 300 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire<sup>2</sup>. Ce chiffre a tendance à augmenter presque chaque année, alors que les ressources pour répondre à ces besoins ont été considérablement réduites.

Les organisations humanitaires ont pour mission de soigner et d'alléger les souffrances des gens touchés par des situations d'urgence à travers le monde. Mais elles ne peuvent pas arrêter les guerres. Nous ne pouvons pas, à nous seuls, contrer les nombreux facteurs qui entraînent des niveaux alarmants de déplacement, de malnutrition et de mortalité dans les endroits où nous travaillons. Nous ne pouvons pas non plus demander des comptes à ceux et celles qui agissent en violation du droit international humanitaire (DIH) ni gérer seuls des épidémies mondiales qui font des millions de morts et qui coûtent des milliards. Ce sont là des problèmes politiques qui exigent des solutions politiques de la part des gouvernements, lesquels exercent un contrôle sur les outils diplomatiques, financiers et autres qui sont essentiels pour relever directement ces défis.

Dans un monde où le droit international humanitaire est régulièrement bafoué, où des personnes civiles sont attaquées, des hôpitaux bombardés, des patientes et des patients tués dans leur lit alors qu'ils reçoivent des soins, le Canada a l'obligation morale et légale d'agir. Le droit international humanitaire et l'éthique médicale sont les garants de la sécurité des équipes de MSF et des autres intervenants et intervenantes d'urgence dans les zones de conflit. Ils établissent des règles qui contraignent le comportement des parties aux

---

<sup>2</sup> Extrait de l'[Aperçu humanitaire mondial du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, mise à jour de février, 28 février 2025 \(en anglais seulement\)](#)

conflits armés. En tant que défenseur d'un ordre international fondé sur des règles, notre pays devrait être un plus grand champion du droit international humanitaire et s'engager dans une diplomatie humanitaire plus crédible sur ces questions.

Nous reconnaissons que le Canada témoigne souvent de son soutien face aux attaques contre le personnel humanitaire ou les personnes civiles, en faveur de l'accès humanitaire et contre l'instrumentalisation de l'assistance humanitaire. Cependant, il doit aller au-delà des mots et trouver des moyens tangibles de traduire ses propres demandes en actions. Le Canada a l'obligation légale non seulement de veiller au respect du droit international humanitaire, mais aussi d'exercer son influence pour mettre fin aux violations. Pour cela, il a besoin d'une politique étrangère qui mobilise les outils diplomatiques, politiques et économiques pour prévenir et faire cesser les violations graves du droit international humanitaire, et pour faire face aux crises politiques qui sont à l'origine des urgences humanitaires.

Cependant, même la diplomatie humanitaire la plus solide ne peut s'avérer qu'un complément à un financement humanitaire conséquent, sans lequel même les activités de base visant à protéger des vies seraient impossibles dans les zones de crise. En 2025, les coupes massives effectuées par les principaux gouvernements donateurs ont bouleversé le système humanitaire et ont considérablement réduit sa capacité à répondre aux besoins. Le Canada peut et doit remettre en question cette tendance. Il doit aussi démontrer à ses partenaires et alliés que l'assistance humanitaire est une dépense essentielle et nécessaire pour prévenir d'immenses souffrances et des pertes de vies humaines dans les situations d'urgence internationales.

**Recommandation 1.1 : Le Canada devrait utiliser sa diplomatie humanitaire et tous les outils diplomatiques et politiques à sa disposition pour répondre aux besoins sanitaires et humanitaires causés par les crises mondiales.**

- Le gouvernement canadien peut et doit utiliser ses outils diplomatiques et géopolitiques, ainsi que sa participation à des plateformes multilatérales internationales, pour s'assurer que le monde réagit efficacement aux crises humanitaires mondiales. Ainsi, il pourra en outre défendre et faire respecter les principes sur lesquels repose le système humanitaire international.
- Le Canada doit s'assurer de disposer des outils et des ressources nécessaires pour atteindre efficacement ces objectifs et mettre en œuvre des stratégies, par exemple en ayant une présence diplomatique directement dans les régions touchées par des crises.
- Le Canada est un État membre clé de la communauté internationale, chargé de faire respecter les principes fondamentaux du droit international humanitaire et du système humanitaire au sens large. En tant que tel, il doit redoubler d'efforts pour dialoguer avec les pays, les parties aux conflits, les membres de la société civile et les autres acteurs et actrices susceptibles d'améliorer de manière significative la situation des personnes touchées par les crises humanitaires, et pour les influencer. Cela implique de se fixer des objectifs, et de se doter des ressources et des plans spécifiques en matière de politique étrangère pour que le Canada puisse respecter ses obligations légales et exercer une influence pour mettre fin aux violations du

DIH.<sup>3</sup> Le Canada devrait également utiliser sa diplomatie pour empêcher la normalisation des violations des conventions et traités internationaux, y compris le droit international humanitaire (DIH).

- Le Canada devrait se servir des plateformes multilatérales auxquelles il appartient pour jouer un rôle plus significatif dans la recherche de solutions aux crises politiques, sociales et économiques qui sont au cœur des urgences humanitaires actuelles.
- Le Canada doit, de toute évidence, identifier les crises sur lesquelles il peut exercer une influence et avoir un impact significatif. Notre pays doit aussi définir des voies claires pour mettre fin aux violations du droit international humanitaire, prévenir les attaques contre les personnes civiles, faire cesser les violences sexuelles dans les conflits et en demander des comptes et, enfin, trouver des solutions tangibles aux crises. En particulier :
  - Le Canada doit intensifier ses efforts pour s'engager avec ses partenaires et utiliser les plateformes multilatérales auxquelles il appartient pour aider à identifier une solution à la crise qui sévit actuellement au Soudan. Ce qui s'impose aujourd'hui, c'est un nouveau pacte, qui remplace l'inefficace Déclaration d'engagement de Djeddah pour la protection des civils au Soudan, et qui soit réellement fondé sur un engagement commun en faveur de la protection des personnes civiles. Un tel pacte doit garantir aux organisations humanitaires l'espace opérationnel dont elles ont besoin, imposer un moratoire sur toutes les restrictions à l'assistance humanitaire et veiller à ce que la réponse humanitaire au Soudan reste indépendante de toute ingérence politique. Il devrait remplacer le système actuel de contrôle par un système qui garantit la survie et la dignité du peuple soudanais. Le Canada pourrait se servir de sa présidence du G7 et de sa présence sur d'autres plateformes pour jouer un rôle de premier plan à cet égard.
  - Le Canada devrait demander aux forces de sécurité qu'il finance, et qui sont chargées de veiller à ce que les organisations d'assistance puissent opérer en toute sécurité et conformément aux principes humanitaires, de protéger l'espace humanitaire en Haïti.
  - La stratégie du Canada à l'égard des membres de la communauté rohingyas lui a permis d'exercer une influence directe sur la protection de la sécurité et du bien-être de ce que l'ONU a qualifié de l'une des minorités les plus persécutées au monde. Le prochain gouvernement du Canada devrait lancer dès que possible une troisième phase de sa stratégie à l'égard des Rohingyas.
- Le rôle du Canada dans diverses plateformes internationales de santé – du GAVI (Alliance mondiale pour les vaccins et l'immunisation) au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et au-delà – consiste notamment à financer ces initiatives. Mais il doit aller plus loin : le pays doit veiller à ce que ces organismes trouvent le moyen le plus efficace de continuer à promouvoir un accès abordable aux médicaments, aux vaccins et aux diagnostics pour les maladies aiguës et chroniques qui causent des souffrances supplémentaires dans les contextes humanitaires.

---

<sup>3</sup> [Droit international humanitaire coutumier](#), règle 144, Comité international de la Croix-Rouge

## **Recommandation 1.2 : Le Canada devrait augmenter le financement public des agences et des programmes qui répondent aux urgences humanitaires, afin de combler les déficits du financement humanitaire international.**

- Le prochain gouvernement du Canada doit respecter ses engagements à protéger des vies et à soulager les souffrances des personnes touchées par les conflits et les crises un peu partout à travers le monde, en augmentant son soutien financier au système humanitaire international. Le Canada peut démontrer au monde que répondre aux besoins humanitaires est une priorité fondamentale pour tous les membres de la communauté internationale. Pour cela, il doit s'engager à augmenter ses niveaux de financement de l'aide humanitaire internationale, mesurés en montants de dollars canadiens, dans chaque budget fédéral pour chaque année entre 2025 et 2029.

## **2 : Faire preuve de leadership en matière de santé mondiale, de réponse aux épidémies et de préparation aux pandémies**

Chaque jour, les équipes de MSF répondent à des épidémies telles que la rougeole, le choléra et le mpox. Trop souvent, les vaccins, les traitements et tests de diagnostic dont nous avons besoin manquent pour enrayer la propagation de ces maladies. Le monde a déjà connu de nombreuses épidémies de maladies infectieuses depuis la pandémie mondiale de COVID-19, notamment les récentes épidémies de maladie à virus de Marburg (MVD) au Rwanda, de mpox en République démocratique du Congo et d'Ebola au Soudan et en Ouganda. Des vaccins et des traitements existent pour certaines de ces maladies, mais ils ne sont généralement pas disponibles dans les endroits où les épidémies se produisent. D'autres, comme celle de Marburg, ont besoin de vaccins et de traitements qui n'ont pas encore été approuvés, bien que des solutions viables aient déjà été développées dans des laboratoires canadiens. Ces dernières ont toutefois pris du retard pour atteindre les patients et les patientes, en raison d'un manque de clarté quant à la voie à suivre pour leur fabrication, leur test et leur déploiement.

Le Canada peut se faire le champion d'un accès équitable aux médicaments et aux vaccins, tout en réexaminant la manière dont il finance la recherche et le développement de médicaments et de vaccins essentiels dans ses propres laboratoires de niveau mondial. Le prochain gouvernement du Canada devrait prendre des mesures décisives pour que, lorsque les Canadiens et Canadiennes paient pour développer de nouveaux médicaments, le principe directeur soit l'amélioration de la santé publique, et non les profits des entreprises pharmaceutiques. Le gouvernement devrait assortir le financement public de conditions garantissant que les médicaments et les vaccins développés par le Canada soient abordables et accessibles pour tous et toutes, ici, au pays, et partout à travers le monde. Le Canada peut également utiliser ses propres installations et ressources de biofabrication pour produire certains des médicaments et autres technologies de la santé dont de nombreux pays ont un besoin urgent, mais qui ne sont pas actuellement disponibles par l'intermédiaire du système pharmaceutique à but lucratif.

## **Recommandation 2.1 : Le Canada doit revoir la manière dont il finance la recherche et le développement de médicaments et de vaccins essentiels.**

- Le Canada devrait exiger que tous les financements fédéraux, d'une part, de la recherche en santé (en particulier pour la recherche et développement de produits pharmaceutiques et d'autres outils de santé) et, d'autre part, liés à la production ou à la fabrication de produits pharmaceutiques et de dispositifs médicaux, incluent des obligations contraignantes. Celles-ci devraient imposer aux bénéficiaires de financement qu'ils prennent des mesures raisonnables pour garantir que tous les produits commerciaux qui en découlent (médicaments, vaccins, tests de diagnostic, dispositifs médicaux et autres technologies de la santé) soient abordables et accessibles au Canada et ailleurs, surtout dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFI). Cela comprend l'inclusion d'exigences de licence mondiale pour la propriété intellectuelle associée.
- Le Canada devrait imposer des exigences en matière de financement fédéral et prendre toutes les autres mesures nécessaires pour garantir que les médicaments et les vaccins développés grâce à un financement canadien soient enregistrés et disponibles au Canada et dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Pour ce faire, il devrait notamment créer une obligation légale pour les développeurs d'outils de santé, y compris les médicaments, les vaccins et les tests de diagnostic. Il devrait également faire preuve de la plus grande diligence pour garantir que ces produits soient enregistrés pour une utilisation dans tous les pays où le besoin existe, entre autres, par le biais de licences de produits et de propriété intellectuelle associée.
- Le gouvernement du Canada devrait veiller à ce que les détails de tous les financements fédéraux du développement et de la production pharmaceutiques, y compris, mais sans s'y limiter, la recherche et développement et la construction et l'exploitation d'installations de fabrication, soient rendus transparents et accessibles au public. Cela comprend notamment la publication des contrats, des accords de financement, des accords de licence et d'autres informations pertinentes.
- Le Canada devrait mettre sur pied une plateforme accessible au public qui répertorie tous les produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux développés grâce à des fonds publics (y compris, mais sans s'y limiter, les organismes des trois conseils, ainsi que Innovation, Sciences et Développement économique Canada), afin de suivre leur état de développement (entre autres les échecs, tels que les essais cliniques infructueux), leur statut réglementaire (national et international), l'état de tous les droits de propriété intellectuelle associés. Il s'agira aussi de mesurer l'impact de ces financements sur le développement d'innovations réussies dans le domaine de la santé.
- Le Canada devrait mettre en place une plateforme accessible au public répertoriant tous les produits pharmaceutiques et autres produits de santé développés ou en cours de développement par des organismes ou agences du gouvernement du Canada (par exemple, le Laboratoire national de microbiologie), qui inclurait leur statut de développement, leur statut réglementaire (national et international) et le statut de toute licence de la technologie sous-jacente et de la propriété intellectuelle accordée à des tiers (y compris l'identité de ces tiers).
- Le prochain gouvernement devrait établir une voie de financement claire pour

guider la recherche canadienne, de la découverte au développement et aux essais cliniques jusqu'à l'approbation finale. Cela, en particulier lorsque le produit est d'une grande importance pour la santé publique, mais d'une faible valeur commerciale, afin de garantir un accès rapide aux gens, ainsi qu'au système de santé.

- Dans le cadre de toute allocation de fonds à la stratégie d'essais cliniques des Instituts de recherche en santé du Canada, il devrait y avoir des exigences de transparence obligatoires concernant les essais cliniques, notamment quant à leurs coûts, pour tous les produits pharmaceutiques, dispositifs médicaux ou autres technologies de la santé.

### **Recommandation 2.2 : Le Canada devrait utiliser ses installations de biofabrication publiques pour produire les médicaments dont le monde a besoin.**

- Le Centre de production de produits biologiques (CPPB) et l'installation de fabrication de matériel pour les essais cliniques (IFMEC), récemment construits par le Canada à Montréal, doivent être utilisés pour le bien public.
- Ces installations peuvent jouer un rôle utile en palliant les défaillances du marché des médicaments, au profit des Canadiennes, des Canadiens et de la santé publique mondiale. En tant qu'organisation humanitaire internationale d'assistance médicale, MSF appelle le Canada à utiliser ses infrastructures publiques de biofabrication pour produire des produits médicaux dont le besoin est actuellement élevé à l'échelle mondiale, mais pour lesquels l'approvisionnement est insuffisant en raison des lacunes du marché international. Ce faisant, notre pays peut mettre ses investissements à profit, continuer à se développer comme leader mondial de la santé et contribuer à protéger des vies à travers le monde.
- Le Canada devrait financer et fabriquer les technologies de santé essentielles. Pensons notamment aux vaccins et aux traitements contre les maladies infectieuses à graves conséquences, comme les anticorps monoclonaux contre Ebola et la diphtérie, les vaccins et les traitements contre le virus de Marburg, ainsi que d'autres outils indispensables pour faire face aux épidémies et autres crises sanitaires. Le Canada devrait mettre ces technologies à la disposition des stocks mondiaux, des ministères de la Santé et des organisations humanitaires, gratuitement (sous forme d'aide) ou sur la base du recouvrement des coûts. Il comblerait ainsi une lacune majeure dans l'accès aux contre-mesures médicales existantes et expérimentales contre les maladies infectieuses pour lesquelles le marché est défaillant. Ces produits représenteraient tous des avancées technologiques importantes. De plus, la constitution de stocks prépositionnés de ces vaccins et traitements portents s'alignerait sur les travaux de l'agence Préparation aux crises sanitaires Canada (PCSC), récemment lancée, ainsi que sur la philosophie de bien public du BMC et du CTMF.
- Le Canada devrait s'engager avec l'OMS pour identifier les besoins mondiaux en matière de stocks de médicaments, de vaccins et de traitements insuffisamment disponibles. Il devrait aussi chercher à commencer à produire les fournitures nécessaires pour satisfaire les demandes mondiales. Ce serait une victoire majeure pour la diplomatie canadienne en matière de santé mondiale et pour la santé publique internationale.

- Avec un investissement minimal de 5 à 8 millions de dollars, en plus des coûts d'exploitation annuels existants du CSM, le Canada peut et doit commencer à produire et à rendre disponibles un ou plusieurs produits pertinents pour les Canadiens et les Canadiennes (par exemple, pour utilisation dans la Réserve stratégique nationale d'urgence) et pour la santé publique mondiale, en utilisant des installations et des fonds fédéraux. Cela pourrait combler directement certaines lacunes dans l'accès aux outils médicaux essentiels.

### **3 : Protéger la santé sexuelle et reproductive dans les crises humanitaires**

Chaque année, un nombre disproportionné de personnes prises en charge par MSF dans le cadre de crises sanitaires et humanitaires internationales sont des femmes et des enfants. Ces femmes et leurs enfants sont souvent les plus touchés par les conflits, les déplacements, les épidémies et les autres situations d'urgence. Les femmes sont particulièrement exposées aux défis liés à la santé maternelle, notamment dans les situations de crise humanitaire. Elles sont aussi beaucoup plus exposées aux violences sexistes et basées sur le genre (VSBG).

Selon les plus récentes données de l'OMS<sup>4</sup>, plus de 700 femmes meurent chaque jour dans le monde de causes évitables liées à la grossesse et à l'accouchement. La quasi-totalité de ces décès survient dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Près d'une femme sur trois dans le monde a été victime de violences conjugales ou de violences sexuelles de la part de personnes autres que son partenaire<sup>5</sup>. L'exposition aux VSBG augmente considérablement dans les situations de conflit.

MSF est une organisation humanitaire d'assistance médicale impartiale qui, par son mandat, donne la priorité aux soins pour les personnes qui en ont le plus besoin, indépendamment de l'âge, du sexe ou de tout autre marqueur d'identité. Nous accordons également une attention particulière aux besoins de santé des femmes et des enfants, car nous savons par expérience qu'ils sont souvent les plus vulnérabilisés lorsque survient une crise. L'an dernier<sup>6</sup>, par exemple, MSF a assisté 337 000 accouchements sans risque et traité plus de 62 000 personnes ayant survécu à des violences sexuelles, soit une augmentation de près de 35 % par rapport à l'année précédente.

Le Canada, comme les gouvernements successifs de différentes identités politiques qui l'ont précédé, doit continuer à accorder la priorité aux besoins uniques des femmes et des enfants confrontés à des situations de crise, en reconnaissance des charges excessives qu'ils et elles subissent fréquemment en matière de santé.

---

<sup>4</sup> <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/maternal-mortality>

<sup>5</sup> <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/violence-against-women>

<sup>6</sup> <https://www.msf.org/international-activity-report-2023/2023-figures>



**Recommandation 3.1 : Le Canada devrait maintenir son engagement de longue date en faveur de la santé maternelle, néonatale et infantile et de la santé sexuelle et reproductive dans le cadre de sa politique d'aide internationale.**

- Quels que soient les termes spécifiques utilisés, le prochain gouvernement canadien devrait réaffirmer son engagement envers les mêmes principes qui ont guidé sa Politique d'aide internationale féministe, sous le gouvernement libéral de Justin Trudeau, et l'Initiative de Muskoka, sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper. Ces deux initiatives ont placé la santé des femmes et des enfants – en particulier la santé de la mère, du nouveau-né et de l'enfant et la santé sexuelle et reproductive – au centre de la politique d'aide internationale du Canada. Le Canada peut le faire en révisant ses outils et ses politiques existantes ou en introduisant de nouvelles politiques visant à répondre aux besoins des femmes et des enfants dans les situations de crise humanitaire et de développement. Cela permettrait de tenir compte de l'impact négatif disproportionné des conflits et des crises sur la santé des femmes et des enfants.

**Recommandation 3.2 : Le Canada devrait inclure la santé des femmes et les besoins en matière de santé sexuelle et reproductive parmi ses priorités lors de la détermination de ses allocations annuelles d'aide humanitaire.**

- Le Canada doit continuer à accorder la priorité aux programmes dans les situations de crise humanitaire, par le biais des allocations annuelles d'Affaires mondiales Canada pour l'aide humanitaire internationale. Ces programmes tiennent compte des sexospécificités et sont axés en particulier sur les besoins en matière de santé sexuelle et reproductive. Ils répondent aux violences sexuelles et sexistes, à la mortalité maternelle, aux accouchements sans risque et à d'autres soins essentiels.

**Pour plus d'informations et pour accéder à une version plus détaillée de ces recommandations, contactez :**

**Jason Nickerson**, représentant humanitaire au Canada, Médecins Sans Frontières (MSF) : [Jason.Nickerson@toronto.msf.org](mailto:Jason.Nickerson@toronto.msf.org)

**Adam Houston**, conseiller en politique médicale et plaidoyer, Médecins Sans Frontières Canada (MSF) : [Adam.Houston@toronto.msf.org](mailto:Adam.Houston@toronto.msf.org)

**Michael Lawson**, conseiller en stratégie humanitaire et plaidoyer, Médecins Sans Frontières Canada (MSF) : [Michael.Lawson@toronto.msf.org](mailto:Michael.Lawson@toronto.msf.org)

**Noémie Legendre**, responsable des subventions, Médecins Sans Frontières Canada (MSF) : [Noemie.Legendre@toronto.msf.org](mailto:Noemie.Legendre@toronto.msf.org)